



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

9 FEVRIER 2023

DELIBERATION N° 2023-016-DC

Le neuf février deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le 2 février deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER (de 001 à 013), Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 007 à 018), Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (sauf 009 et 010), Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Didier GUILLAUME (de 003 à 018), Gilles TALLUAU (de 007 à 018), Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINNEAU, Bernard HENRY

Didier CHEVROLIER suppléant Christian GALLE

Excusé(s) :

Michel PATTEE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Didier ROUSSEAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Michel PATTEE à Michel DELPHIN, Grégory PIERRE à Astrid LELIEVRE, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Jacqueline TARDIVEL à Laurent NIVELLE, Jean-François MIGLIERINA à Armelle PONCET (sauf 005), Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Éric POEHR à Catherine EVILLARD, Isabelle DEVAUX à Guy BERTIN, Béatrice GUILLON à Noël NERON, Nathalie LIEBAULT à Marcus NERON, Bruno PROD'HOMME à Jackie GOULET, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Christophe CARDET à Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE à Arlette BOURDIER, Sylvie TAGOURDEAU à Sophie TUBIANA, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINNEAU, Rodolphe MIRANDE à Éric MOUSSERION (de 001 à 006), Alain BOISSONNOT à Sandrine LION, Nathalie MORON à Anatole MICHAUD, Pierre De BOUTRAY, à Isabelle ISABELLON

Secrétaire de séance : Guy BERTIN

	DC 001 à 002	DC 003 à 004	DC 005	DC 006	DC 007 à 008	DC 009 à 010	DC 011 à 013	DC 014 à 018
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	50	51	51	51	53	52	53	52
Absents - Excusés	31	30	30	30	28	29	28	29
Pouvoirs	21	21	20	21	20	20	20	20
Votants	71	72	71	72	73	72	73	72

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Aux termes du Code général de la Fonction publique susvisé et notamment ses articles L.313-1, L.542 et suivant, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient aux conseillers communautaires de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Budget principal (1) :

1. Pour répondre aux besoins liés à l'ouverture de la piscine de Longué-Jumelles, il est nécessaire
 - D'augmenter le temps de travail d'un adjoint technique exerçant actuellement des fonctions de caisse, accueil, ménage à temps non complet (50%) à la Direction des Politiques Sportives – piscine de Doué la Fontaine, et de lui proposer une stagiairisation à temps complet au sein de la piscine de Longué-Jumelles.

- D'ouvrir un poste d'adjoint technique à temps non complet (50%) pour exercer les fonctions de caisse, accueil, ménage, sur le fondement de l'article L.332-14 du Code général de la Fonction Publique, vacance temporaire d'emploi d'une durée maximale d'un an (période renouvelable une fois).
 - D'ouvrir deux postes d'adjoints techniques à temps complet pour exercer des fonctions de caisse, accueil, ménage, sur le fondement de l'article L.332-14 du Code général de la Fonction Publique, vacance temporaire d'emploi d'une durée maximale d'un an (période renouvelable une fois).
2. Suite à la demande de réintégration par anticipation d'un agent en détachement de longue durée auprès de Kyrielle, il convient d'ouvrir un poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps non complet (50%) au sein de la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité - service tourisme.
 3. Suite au départ par voie de mutation d'un adjoint administratif principal de 1^{ère} classe exerçant ses missions à temps complet au sein de la Direction des Ressources Humaines – service paie/carrière, il convient de recruter son remplaçant sur le grade d'adjoint administratif à temps complet, sur le fondement de l'article L.332-14 du Code général de la Fonction Publique, vacance temporaire d'emploi d'une durée maximale d'un an (période renouvelable une fois).
 4. Le Conseil Communautaire est aussi appelé à statuer sur la modification du tableau des emplois et des effectifs afin de permettre les nominations au titre des avancements de grade pour les agents des catégories B et A décidés par l'autorité territoriale pour 2022.
 5. Suite à la démission d'un adjoint technique principal de 1^{ère} classe exerçant ses missions à temps complet au sein de la Direction de l'Aménagement et de la Cohésion du Territoire (DACT) - service gens du voyage, il convient de recruter son remplaçant sur le grade d'adjoint technique, à temps complet, sur le fondement de l'article L.332-14 du Code général de la Fonction Publique, vacance temporaire d'emploi d'une durée maximale d'un an (période renouvelable une fois).

Budget eau potable (2) :

1. Suite à la demande de réintégration par anticipation d'un agent en détachement de longue durée auprès de la Régie Eaux Saumur Val de Loire, il convient d'ouvrir un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps non-complet (60%) au sein de la Direction de l'Environnement et des Grands Equipements (DEGE) pour assurer les missions d'assistant administratif DEGE/Régie Eaux Saumur Val de Loire.

Budget principal (1) :

1. DPS – Piscine de Longué

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION				
Grade	Caté- gorie	Temps de travail	Type de recrutement/ Durée de l'engagement	Effectif		Grade	Caté- gorie	Temps de travail	Type de recrutement/ Durée de l'engagement
Adjoint technique	C	Temps non complet (50%)	Emploi permanent Si contractuel : Article L 332- 14 du code général de la Fonction publique	-1	+1	Adjoint technique	C	Temps complet	Emploi permanent. Stagiairisation en vue d'une titularisation

Accusé de réception en préfecture
049-200071876/20230209-2023-016-DC-DE
Date de télétransmission : 17/02/2023
Date de réception préfecture : 17/02/2023

Grade	Catégorie	Effectif	Temps de travail	Type de recrutement
Adjoint technique	C	+2	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel : Article L 332-14 du code général de la Fonction publique
Adjoint technique	C	+1	Temps non complet (50 %)	Emploi permanent. Si contractuel : Article L 332-14 du code général de la Fonction publique

2. DDEA - service tourisme

Grade	Catégorie	Effectif	Temps de travail	Type de recrutement
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	B	+1	Temps non complet (50%)	Réintégration après détachement de longue durée

3. DRH – service paie/carrière

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION				
Grade	Caté- gorie	Temps de travail	Type de recrutement/ Durée de l'engagement	Effectif		Grade	Caté gorie	Temps de travail	Type de recrutement/ Durée de l'engagem ent
Adjoint adminis tratif principa l 1ère classe	C	Temps complet	Emploi permanent	- 1	+ 1	Adjoint administra- tif	C	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel : Article L 332- 14 du code général de la Fonction publique

4. Modification du TEE au titre des avancements de grades 2022

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION			
Grade – fonction	Catégorie	Temps de travail	Effectif	Grade – fonction	Catégorie	Temps de travail	Effectif
Technicien territorial	B	Temps complet	-1	Technicien principal 2 ^e classe	B	Temps complet	+1
Ingénieur en chef	A	Temps complet	-1	Ingénieur en chef hors classe	A	Temps complet	+ 1
Attaché	A	Temps complet	-1	Attaché principal	A	Temps complet	+ 1

5. DACT – service gens du voyage

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230209-2023-016-DC-DE
Date de télétransmission : 17/02/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION				
Grade	Caté- gorie	Temps de travail	Type de recrutement/ Durée de l'engagement	Effectif		Grade	Caté gorie	Temps de travail	Type de recrutement/ Durée de l'engagement
Adjoint technique principal 1ère classe	C	Temps complet	Emploi permanent	-1	+1	Adjoint technique	C	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel : Article L 332-14 du code général de la Fonction publique

Budget eau potable (2) :

1. DEGE/Régie

Grade	Catégorie	Effectif	Temps de travail	Type de recrutement
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	C	+1	Temps non complet (60 %)	Réintégration après détachement de longue durée

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 2 février 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE FIXER** le tableau des emplois et des effectifs en fonction des modifications annoncées ci-dessus

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 72

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur


Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »